

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2210

Edition du
25 juin 2018

DANS CE NUMÉRO

Les maladresses contreproductives d'Ignazio Cassis (Jean-Daniel Delley)

Mesures d'accompagnement: veiller à préserver le consensus

La fin du «Matin» et le sport d'abord (Jacques Guyaz)

Entre nostalgie et révolution numérique

Centres-ville et espaces publics au défi de l'évolution (Michel Rey)

La part grandissante du commerce en ligne va aussi transformer les villes et agglomérations

La mondialisation de la «bonne gouvernance» (Jean-Pierre Ghelfi)

Prêteur de dernier ressort, le FMI pose ses conditions

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Les maladresses contreproductives d'Ignazio Cassis

Mesures d'accompagnement: veiller à préserver le consensus

Jean-Daniel Delley - 23 juin 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33356>

L'habit ministériel se révélerait-il trop ample pour le chef du département fédéral des affaires étrangères? Ou le dernier arrivé au gouvernement croit-il ainsi faire sa place au soleil de la notoriété? Ignazio Cassis multiplie les déclarations provocantes dont on voit mal l'utilité pour l'avancement des dossiers concernés.

En fait de remise à plat de nos relations avec l'Europe, le [reset](#) annoncé n'a abouti qu'à une simple réorganisation administrative et à un vocabulaire renouvelé. La [mise en doute](#) de l'utilité de la mission onusienne en faveur des réfugiés palestiniens a conduit le Conseil fédéral à réaffirmer son soutien à cette action. Et voilà qu'Ignazio Cassis [relativise](#) l'importance des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, ligne rouge pourtant tracée par le Conseil fédéral dans le cadre des négociations sur l'accord institutionnel, mais selon lui tabou relevant d'une quasi-croyance religieuse. Pour [affirmer](#) quelques jours plus tard son attachement à la lutte contre le *dumping* salarial.

Cette dernière incartade a provoqué pas mal de crispations. D'abord de la part des diplomates qui peinent à comprendre qu'en pleine

période de négociation, un ministre découvre publiquement l'une de ses cartes. Ensuite chez ses collègues de l'exécutif fédéral qui doivent mal supporter les solos du nouvel élu et sa conception pour le moins souple de la collégialité. Enfin auprès des partenaires sociaux qui, dans un dossier qui les concerne au premier chef, aimeraient être consultés avant que de telles propositions débarquent sur la place publique.

Entrées en vigueur en 2004, les mesures dites d'accompagnement visent à prévenir la sous-enchère salariale et des conditions de travail que pourrait susciter la libre circulation. La [loi sur les travailleurs détachés](#) soumet les employeurs étrangers au respect des conditions minimales de salaire et de travail en Suisse. En cas d'abus répétés, l'autorité publique peut étendre à toute une branche le champ d'application d'une convention collective ou, à défaut de convention, édicter un contrat-type.

Deux dispositions de mise en œuvre de ces mesures contrarient Bruxelles: l'obligation faite à l'entreprise étrangère de s'annoncer à l'autorité cantonale 8 jours avant le début des travaux et le

versement d'une caution servant de garantie au paiement d'une éventuelle amende.

Bien évidemment l'objectif - éviter la sous-enchère - prime sur les moyens d'y parvenir. Encore faut-il évaluer la pertinence des moyens alternatifs. Ignazio Cassis a évoqué une réduction à 4 jours du délai d'annonce. Si la Suisse a fixé ce délai à 8 jours, c'est afin de disposer du temps nécessaire pour effectuer les contrôles. Un laps de temps indispensable quand on sait que les deux tiers des missions de détachement ne dépassent pas 5 jours. Quant au versement d'une caution, elle répond à la difficulté d'encaisser une éventuelle amende auprès des entreprises domiciliées à l'étranger.

Certes les moyens d'éviter la sous-enchère peuvent faire l'objet d'un débat. En cela Ignazio Cassis a raison. Mais, avant de claironner des propositions sommaires, il doit préalablement entendre les partenaires sociaux et faire évaluer les solutions alternatives. Deux conditions indispensables pour garantir l'approbation populaire d'un futur accord avec l'Union européenne. Pour cela le magistrat tessinois devra abandonner sa partition en solo au profit d'un travail collectif.

La fin du «Matin» et le sport d'abord

Entre nostalgie et révolution numérique

Jacques Guyaz - 24 juin 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33360>

Ainsi donc *Le Matin* de la semaine va disparaître le 21 juillet dans sa version papier pour devenir un pur acteur du Net. La précision «*semaine*» est importante; en effet *Le Matin Dimanche* reste en vie comme journal papier, du «*print*» comme disent les francophones.

Bien sûr *Le Matin* perdait de l'argent. Il était le journal lu au bistrot par les lève-tôt, une Suisse populaire qui parcourait le journal avant d'aller au travail. Le modèle économique d'un quotidien consommé par 30 ou 40 clients d'un café, qui recevait par abonnement quatre ou cinq exemplaires du journal, n'était pas viable.

Et d'ailleurs qui achetait encore *Le Matin* dans un kiosque? Qui le lisait assis dans un train, ballotté dans un tram de Genève ou debout dans le métro de Lausanne? Pratiquement personne. D'une manière générale on ne voit plus grand-monde lire la presse papier dans les transports publics – sauf *20 Minutes*, la «*marque*» des pendulaires.

L'originalité du *Matin* ne reposait pas sur les rubriques *people* et les petites annonces coquines. Le quotidien était avant tout le grand journal sportif de la Suisse romande, avec ses six à huit pages consacrées au sport. La France dispose de *L'Equipe*, l'Italie de

la *Gazetta dello Sport*. La Suisse romande avait *Le Matin*, journal de référence qu'il fallait lire pour connaître les dernières rumeurs de transfert de joueurs d'un club de football à l'autre, les vraies raisons des trois défaites successives de telle formation de hockey sur glace ou les possibilités pour Wawrinka de revenir au premier plan du tennis mondial.

La rubrique sportive du *Matin* jouait tout autant le rôle de lien social que d'information. Le plaisir du café est d'entendre son voisin bougonner «*Ils ont écrit qu'il y avait pas penalty, mais moi je suis sûr; il y avait penalty*» et de lui répondre: «*J'en sais rien; j'ai pas vu le match*». Ces petites choses minuscules tissent un rapport de familiarité entre inconnus. Cet élément disparaît complètement avec le numérique où chacun est rivé à son écran.

Les propos tenus par les cadres de Tamedia témoignent d'un dédain complet pour cet aspect fondamental du rôle d'un quotidien populaire comme *Le Matin*. Il suffit d'[entendre Patrick Matthey](#), responsable de la communication chez Tamedia. Selon lui *Le Matin*, à l'instar des autres journaux maison, n'est pas un organe de presse, c'est [une marque parmi d'autres](#), juste dotée d'une image forte qui ne disparaîtra

pas. Quelque chose en somme qui ressemble davantage à Ovomaltine ou à Toblerone qu'à la *Neue Zürcher Zeitung*.

Si nous avons bien compris les propos des responsables de Tamedia, une quinzaine de journalistes subsisteront à la rédaction du *Matin*. Difficile avec un nombre aussi réduit d'envisager une publication numérique diversifiée avec des analyses très élaborées. A cet égard, les récents [propos de Serge Reymond](#), membre du comité de direction de Tamedia et responsable des médias payants, ne laissent guère planer d'illusion.

Les journalistes sportifs ne sont pas compris dans le nombre des survivants potentiels. En effet, Tamedia a créé en 2015, sous le nom de [Sport-Center](#), une agence de presse qui occupait une vingtaine de journalistes chargés d'alimenter la rubrique sportive du *Matin*, du *Matin-Dimanche* et de *20 Minutes*. Ce Sport-Center rassemble désormais tous les journalistes sportifs des publications romandes de Tamedia; les réorganisations se succédant sans fin dans la presse romande, nul ne sait ce qu'il en sera dans six mois ou une année.

Remarquons tout de même que la Radio Télévision Suisse (RTS) a introduit un dispositif

similaire en groupant les journalistes par thèmes (sport, infos, etc.) et non par média.

De toute évidence, ce Sport-Center n'en reste pas moins un point fort dans la stratégie de

Tamedia, d'autant plus important sans doute que l'on en parle fort peu. On ne serait qu'à demi-étonné si, à terme, «*la marque Le Matin*», pour parler comme la direction de Tamedia, était utilisée, par exemple, pour lancer un *Matin-*

Sport autonome purement numérique qui ne manquerait certes pas d'atouts pour séduire les annonceurs. De toute manière, rien n'est stable dans la presse en ce moment et tout peut arriver.

Centres-ville et espaces publics au défi de l'évolution

La part grandissante du commerce en ligne va aussi transformer les villes et agglomérations

Michel Rey - 22 juin 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33347>

Depuis des décennies, l'utilisation de l'espace public est conditionnée par la présence et l'accessibilité des activités commerciales. Mais les achats par clic changent les pratiques du consommateur. Il en résulte une réduction des surfaces commerciales dans les centres-ville et la recherche de nouvelles affectations.

Phénomène quasi universel, il se présente différemment dans les villes suisses. C'est l'observation développée dans une publication de l'Institut Gottlieb Duttweiler (GDI), [L'avenir de l'espace public](#), pour le compte du [Centre de l'espace public](#), un groupe de travail de l'Union des villes suisses. La réflexion reste certes prospective et théorique, mais elle s'avère utile pour orienter les décisions d'urbanisme. Explications.

Le comportement des consommateurs a évolué radicalement. Il y a quelques années, on fouillait chez son

libraire de confiance à la recherche de classiques ou dans une quincaillerie gérée par son propriétaire pour trouver une casserole. Aujourd'hui, on effectue de plus en plus ses commandes sur Internet. Cette évolution est particulièrement manifeste pour la consommation non alimentaire qui représente, dans notre pays, plus de 15% des ventes en 2016 selon le GDI. Le *shopping* en ligne devient plus rapide et plus confortable que de déambuler dans des rues commerçantes exposées aux intempéries et soumises à des horaires d'ouverture déterminés.

Une autre mutation accompagne cette évolution. Selon une enquête citée dans l'étude du GDI, 60% des experts estiment plutôt vraisemblable ou très probable que «*le centre-ville du futur ne sera plus qu'une surface d'exposition et d'expérience vécue - mais pas une zone commerciale*». Autrement dit,

le commerce en soi n'est pas voué à disparaître, mais il va évoluer en profondeur et se découpler de la logistique et de la gestion des stocks. Amazon répondra sans doute aux achats quotidiens et ordinaires.

Mais l'acheteur reste attiré par des expériences d'achat unique. Les spécialistes parlent de sérendipité, à savoir repérer accidentellement certains objets, flâner, vivre le moment présent sans but et explorer, par exemple dans une librairie ou chez un antiquaire. Avec cette évolution d'une société de consommation passive vers une société de l'expérience vécue souvent interactive, la nourriture prend une place importante. Les restaurants se multiplient et se diversifient dans les centres-ville.

Conséquences: une réduction des surfaces dévolues au commerce et leur réaffectation à d'autres activités. Le phénomène s'observe dans la plupart des villes européennes.

Mais il présente des spécificités pour la Suisse.

Les villes suisses sont des villages en comparaison des métropoles européennes. La population y augmente de manière beaucoup plus lente. Elles ont un autre rapport à la croissance et à la densité.

Les centres-ville demeurent attractifs pour de nombreux habitants aptes à payer des loyers élevés, mais aussi pour les touristes. Ils sont commercialement intéressants pour des investisseurs immobiliers. Aussi les loyers et les prix de vente demeurent-ils élevés pour les locaux commerciaux.

Ce coût d'accès élevé au centre-ville n'est pas favorable à l'innovation. Les auteurs de l'étude du GDI constatent une fuite des forces créatives (jeunes et familles) vers la périphérie des villes-centre et agglomérations où s'établissent les pôles créatifs de demain. On y trouve de quoi se loger à des prix plus intéressants. C'est là qu'on dispose de l'espace pour les constructions et aménagements innovant en

matière commerciale, sportive et culturelle. L'accessibilité y est aussi meilleure que dans les centres-ville.

Mais il y a un obstacle à cette mutation, qui tient aux contraintes de la politique d'aménagement. La réutilisation des surfaces vides est problématique, car l'urbanisme impose à chaque surface une affectation à long terme. Il devient ainsi difficile de transformer les surfaces libérées en nouvelles surfaces d'expérimentation capables d'accueillir des activités de découverte, de nourriture, de mixité habitat-artisanat. On craint les conflits entre utilisateurs potentiels, au risque d'empêcher le développement d'utopies urbaines.

Si les agglomérations deviennent plus «urbaines», la ville acquiert aussi un caractère toujours plus rural. Le citoyen craint les côtés «moderne, anonyme, froid, ouvert» de la ville. Il souhaite avoir en un même lieu la ville et la campagne. Et les auteurs de citer à l'appui de leurs

réflexions les restaurants rustiques avec serveurs en costume folklorique et fleurs artificielles, la création en 2018 de 15 nouvelles zones de rencontre où la circulation est limitée à 20 km/h, la décoration des nouveaux locaux de Google à Zurich avec des motifs alpins et des cabines de téléphérique. On y ajoutera l'aménagement des [espaces publics](#) avec des arbres, des jardins communautaires et des places de jeu. Il s'agit de recréer l'esprit de la place du village.

Certes, l'étude du GDI se veut prospective et repose sur des hypothèses qui demandent vérification. Elle n'en tire pas de conclusion concrète pour le court terme. Mais elle met clairement en évidence des tendances lourdes en matière de pratiques de consommation qui affecteront l'avenir de nos centres ville.

Les autorités de la Ville de Zurich l'ont bien compris. Elles ont initié une étude, [Handel im Wandel](#), qui esquisse différents scénarios pour la ville - d'une renaissance de la petite épicerie à la ville logistique entièrement automatisée.

La mondialisation de la «bonne gouvernance»

Prêteur de dernier ressort, le FMI pose ses conditions

Jean-Pierre Ghelfi - 20 juin 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33340>

La gestion des finances publiques aurait-elle quelque chose à voir avec la

mondialisation des économies? *A priori*, non (voir aussi DP [2208](#), [2209](#)).

Ne relèvent-elles pas d'une problématique nationale? Si j'ai envie de dépenser, ou au

contraire d'économiser, n'est-ce pas mon affaire? Il y a la théorie, il y a la pratique. L'une et l'autre ne se recourent pas nécessairement.

Par exemple, les pays de la zone euro ont conclu un [pacte de croissance](#) qui prévoit que les comptes publics de ses membres ne peuvent enregistrer un excédent de dépenses supérieur à 3% de leur produit intérieur brut (PIB).

S'ils ne se conforment pas à cette règle, ils font l'objet d'une surveillance renforcée. Cette «*sanction*» ne peut pas vraiment être qualifiée d'ingérence dans les affaires du pays concerné. Le pacte a été librement consenti et tous ses membres ont admis qu'il est nécessaire de s'imposer une telle discipline pour assurer le succès de la monnaie unique européenne. Par conséquent, aucun pays ne doit laisser ses finances publiques dérapier. Sinon, c'est la valeur de l'euro et la confiance dont il bénéficie qui seraient compromises. Cette norme limite donc la marge de manœuvre des pays de la zone euro.

Réformes structurelles

Cette notion de surveillance renforcée s'applique aussi à tous les pays qui sollicitent l'aide et le soutien du Fonds monétaire international (FMI). Il s'agit pour eux d'obtenir des crédits pour éviter de se retrouver en situation de cessation de paiements. Le FMI fait ainsi office de créancier de dernier ressort — celui qui

prête quand tous les autres se sont récusés.

En Europe, l'Espagne, le Portugal et la Grèce se sont trouvés dans la situation de ne plus pouvoir conclure des emprunts en raison de la dégradation de leurs finances publiques. Tout participants qu'ils étaient à l'union monétaire, ils n'avaient plus la confiance des marchés financiers. Autrement dit, d'éventuels prêteurs doutaient de leur capacité à rembourser l'argent qui leur aurait été avancé.

Ces pays ont donc sollicité l'aide du FMI, en complément de celle de la Banque centrale européenne (BCE). La somme dont ils avaient besoin se chiffre en dizaines de milliards d'euros. Le FMI et la BCE ont accepté de leur avancer l'argent nécessaire. Mais en posant des conditions: procéder à des réformes dites structurelles qui leur permettent de rétablir l'équilibre de leurs finances. Ces mesures sont tout sauf anodines. Le social, la santé, l'enseignement, les transports, l'énergie sont les premiers touchés. Des entreprises publiques déficitaires doivent aussi être privatisées.

Se serrer la ceinture

Au total, les aides financières accordées par le FMI et la BCE équivalent à mettre en place des programmes d'austérité qui dégradent leur situation économique. Les habitants doivent se serrer la ceinture. Le chômage augmente

fortement. Certes, après quelques années, les comptes publics retrouvent un certain équilibre et l'économie se reprend. Mais le social reste sacrifié.

En Grèce, par exemple, selon les [statistiques de l'OCDE](#), le taux de chômage a grimpé à 27,5% en 2013. Il a ensuite reculé pour s'arrêter à 21,5% l'année dernière. Ce pourcentage est cependant presque trois fois supérieur à celui de 2008 (7,8%). La Grèce est redevenue un débiteur fiable et peut à nouveau emprunter sur les marchés financiers. Les ceintures ne se sont pour autant pas desserrées et le chômage n'est pas près de retrouver son niveau d'avant la crise.

Cette situation n'est pas propre à quelques pays européens seulement. De nombreux autres en Afrique, en Asie, en Amérique (tout récemment, l'Argentine) se sont trouvés ou se trouvent dans une situation de dépendance par rapport au FMI. Les mêmes exigences de «*bonne gestion*» leur sont imposées: privatisation de services publics, réduction de prestations sociales, équilibre des comptes.

Norme internationale

Les critères du FMI sont devenus, progressivement, une norme internationale. C'est à elle qu'on se réfère pour déterminer si tel ou tel pays est en bonne santé financière et s'il mérite la confiance des marchés financiers. S'est donc imposée une forme de

mondialisation du rôle de l'Etat et des limites de ses interventions et prestations publiques.

Des pays au bénéfice d'une bonne situation économique — la Suisse par exemple — appliquent eux aussi les critères de «bonne gouvernance» établis par le FMI. D'un pays à l'autre, les formules varient. Elles peuvent être regroupées sous le terme générique de «*frein à l'endettement*». Ces pays s'imposent des politiques de rigueur financière, sans trop se préoccuper de leurs effets sur les plus fragiles de leurs habitants.

Quelques pays bénéficient d'un statut particulier leur permettant d'ignorer allègrement les recommandations du FMI. Ce sont ceux qu'il est convenu d'appeler les Grands de ce monde. En particulier la Chine et les Etats-Unis. Ce dernier peut emprunter pratiquement autant qu'il le veut puisqu'il le fait dans sa propre monnaie. Le pourcentage de sa dette par rapport au produit intérieur brut (PIB) n'a donc pas d'importance. Il peut par exemple, comme il vient de le faire, réduire les taux d'imposition des entreprises, pour le plus grand bonheur des actionnaires et des contribuables aisés. Ces cadeaux feront à eux seuls augmenter la dette publique de quelque 1'500 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Le FMI

peut certes émettre des réserves quant à l'accroissement de l'endettement et à l'accentuation des inégalités, mais l'affaire en restera là.

La Chine dispose d'une latitude analogue. L'Etat s'endette lourdement depuis de nombreuses années. Après le Japon, la Chine est devenue le pays dont l'endettement est le plus important en proportion de son PIB (quelque 250%). A elle seule, elle est responsable de 43% de l'augmentation de la dette mondiale depuis 2007.

Au-dessus des règles

La Chine n'est manifestement pas perturbée par cette situation. D'éventuelles critiques la laissent de marbre. Pourtant, avec un pourcentage d'endettement moindre, tout autre pays serait considéré en état de faillite virtuelle — voyez ce qu'on dit de l'Italie avec une dette équivalente à 140% de son PIB!

Le pouvoir chinois n'a que faire des règles de «bonne conduite» du FMI. Son objectif est tout autre. Il a choisi d'accélérer le développement de ses grandes entreprises pour les mettre au niveau des meilleures et leur permettre d'essaimer dans le monde entier. A l'envers de toute logique apparente, il peut se présenter comme un élève modèle du libre-échange. Ses conglomérats peuvent faire leurs emplettes dans le supermarché mondial des sociétés et prendre le contrôle

de celles qui sont prêtes à se vendre au plus offrant.

Le comportement des Etats-Unis est plus confus, pour ne pas dire obscur. Cela tient peut-être au fait que son président actuel est si convaincu de sa toute-puissance qu'il croit pouvoir tout se permettre. Comme un enfant gâté. Mais cette attitude n'est pas nouvelle. Ce pays a tendance, et depuis longtemps, à se considérer comme au-dessus des règles internationales qu'il a pourtant lui-même contribué à établir.

Ces aspects de la mondialisation doivent être d'autant plus relevés qu'ils sont rarement analysés. Les interventions du FMI ont conduit à établir un modèle de gestion des pays progressivement repris partout. Un secteur public modeste, des comptes équilibrés et le transfert au secteur privé de la gestion des services qu'il est censé réaliser mieux et à moindre coût.

La mondialisation fonctionne comme un rouleau compresseur idéologique. Elle est parvenue à imposer une version *mainstream* de la bonne gestion de l'Etat. Les règles fixées sont devenues si évidentes et quasi naturelles qu'il ne vient même plus à l'esprit de toute personne normalement constituée de questionner leur opportunité ni de s'interroger sur leurs conséquences sociales.

(A suivre)

Espresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Roger Köppel, sélectionneur raté

Le rédacteur en chef de la *Weltwoche* et conseiller national UDC cultive méchanceté et étroitesse d'esprit. Dernier exemple en date, son [appréciation](#)

de l'équipe suisse de football, la *Nati*: «*Une troupe expérimentée de mercenaires étrangers, pour l'essentiel originaires des Balkans, complétée par quelques Africains naturalisés*», le résultat de «*la non-utilisation de la préférence nationale dans le football*». Or c'est précisément sa capacité d'intégration qui fait la force de la Suisse. «*Qualité suisse*», s'auto-qualifie l'UDC. Qualité périmée et qui sent le mois. | *Jean-Daniel Delley (23.06.2018)*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Les maladresses contreproductives d'Ignazio Cassis

<https://www.rts.ch/play/radio/le-12h30/audio/ignazio-cassis-presente-sa-strategie-europeenne-au-conseil-federal?id=9274388&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>

https://www.swissinfo.ch/fre/politique/conflit-isra%C3%A9lo-palestinien-_les-surprenants-propos-d-ignazio-cassis-sur-l-unwra/44126600

<https://www.tdg.ch/suisse/mesures-antidumping-taboues-cassis/story/25668669>

<https://www.rts.ch/info/suisse/9660902--les-mesures-d-accompagnement-sont-intouchables-dans-leur-effet.html>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19994599/index.html>

La fin du «Matin» et le sport d'abord

<https://www.rts.ch/play/radio/le-12h30/audio/fin-du-matin-interviews-de-patrick-matthey-tamedia-et-sandra-jean-le-nouvelliste?id=9609917&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>

<https://www.tamedia.ch/fr/marques>

<https://www.rts.ch/play/radio/medialogues/audio/medialogues?id=9633841&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da>

<https://www.tamedia.ch/fr/groupe/newsroom/communiqués/sport-center-une-nouvelle-agence-de-presse-en-suisse-romande>

Centres-ville et espaces publics au défi de l'évolution

<http://gdi.ch/de/Think-Tank/Studien/Future-Public-Space/819>

<https://zora-cep.ch/>

<https://www.espazium.ch/lespace-public-une-pratique-sans-critique>

<https://www.stadt-zuerich.ch/prd/de/index/stadtentwicklung/stadt-der-zukunft/Szenarien.html>

La mondialisation de la «bonne gouvernance»

<https://www.domainepublic.ch/articles/33285>

<https://www.domainepublic.ch/articles/33309>

https://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/stability_growth_pact.html

<http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr>

<https://www.imf.org/external/french/np/blog/2018/041818f.htm>

Espresso

<https://www.weltwoche.ch/ausgaben/2018-25/artikel/petkovics-balkan-soeldner-die-weltwoche-ausgabe-25-2018.html>